

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### C.C.T.P.

#### Maître d'ouvrage :

Conservatoire du littoral  
Corderie royale  
CS 10137  
17306 Rochefort Cedex

#### Objet du marché : (Accord cadre à bon de commande)

#### **TAILLE, ABATTAGE ET GESTION D'ARBRES A DES FINS SECURITAIRES**

Lot 1 : Lac du Bourget (73)  
Lot 2 : Lac d'Annecy (74)  
Lot 3 : Lac Léman (74)

La carte en Annexe 1, 2 et 3 localisent les sites d'intervention

#### Dispositions particulières :

**Le marché est un marché à bons de commande passé pour une période de 1 an renouvelable 3 fois à compter de la date de notification du marché.**

Lot 1 : Lac du Bourget  
Montant minimum sur 1 an : 1 250,00 € HT  
Montant maximum sur 1 an : 7 500,00 € HT  
Montant minimum sur 4 ans : 5 000,00 € HT  
Montant maximum sur 4 ans : 30 000,00 € HT

Lot 2 : Lac d'Annecy  
Montant minimum sur 1 an : 1 750,00 € HT  
Montant maximum sur 1 an : 12 500,00 € HT  
Montant minimum sur 4 ans : 7 000,00 € HT  
Montant maximum sur 4 ans : 50 000,00 € HT

Lot 3 : Lac Léman  
Montant minimum sur 1 an : 1 750,00 € HT  
Montant maximum sur 1 an : 12 500,00 € HT  
Montant minimum sur 4 ans : 7 000,00 € HT  
Montant maximum sur 4 ans : 50 000,00 € HT

## CONTEXTE

---

Le Conservatoire du littoral assure la préservation définitive de 216 hectares autour du lac Léman, de 149 hectares autour du lac d'Annecy, et de 423 ha autour du lac du Bourget. Ces terrains présentent un intérêt majeur du fait de la présence de nombreux milieux remarquables par leur faune et leur flore.

Une partie de ces sites ont également une vocation d'accueil du public et sont dotés de promenades et sentiers balisés. Enfin, certains sites sont périurbains ou bordent des voiries.

Pour atteindre ses objectifs de préservation et assurer la mise en sécurité du domaine qu'il protège, le Conservatoire du littoral doit intervenir régulièrement sur les différents sites des Alpes du Nord.

### ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de coupe, taille et d'abattage d'arbres à des fins sécuritaires.

**Le présent marché est composé de trois lots géographiques - Emondage d'arbres de haut-jet et abattage d'arbres à des fins sécuritaires :**

- ✓ Lot 1 : Sur les terrains du Conservatoire du littoral situés autour du lac du Bourget,
- ✓ Lot 2 : Sur les terrains du Conservatoire du littoral situés autour du lac d'Annecy,
- ✓ Lot 3 : Sur les terrains du Conservatoire du littoral situés autour du lac Léman,

Cf. cartes en annexe I consultable sur le site Géoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr/>)

### ARTICLE 2 - OBJET DU PRESENT CCTP

Le présent document a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations à des fins de sécurité publique.

### ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 3.1 - Objet et nature des prestations

Les prestations sur les propriétés du Conservatoire du littoral sont réputées comprendre :

- les frais d'outillage et de matériel, y compris location d'engins et de véhicules,
- le nettoyage permanent des salissures induites par le chantier,
- les frais de main d'œuvre y compris les charges afférentes, les indemnités diverses, les déplacements, les frais de paniers...,
- la protection des installations limitrophes,
- la prise en compte des prescriptions concernant la sécurité sur les chantiers vis à vis du personnel exécutant ainsi que du public.
- le nettoyage des outils et engins avant intervention dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Certaines prestations sont à effectuer dans des zones de marais, de prairies humides, de prairies mésophiles, de boisements humides et même de cours d'eau (embâcles). Plusieurs types de sol sont présents : sols alluviaux, sols à caractère hydromorphe...

Pour chacune des opérations décrites ci-dessous, l'entreprise devra tenir compte de la fragilité des milieux et de la difficulté d'accès à certains secteurs (humidité importante, milieu fermé, sol peu portant...).

De même, l'intervention ne devra pas endommager les arbres limitrophes, ni les propriétés riveraines.

Le matériel et les techniques utilisés devront donc être adaptés en fonction de chaque cas.

### 3.2 - Délais d'intervention

Le délai d'exécution et la date du début des prestations sont fixés dans chaque bon de commande en fonction de la sensibilité des milieux et des enjeux de sécurité des biens et des personnes. L'entrepreneur s'engage à les respecter en dehors des jours d'intempérie.

### 3.3 – Période d'intervention

Les prestations devront intervenir majoritairement entre le **1er octobre et le 1er mars**. Toutefois, en cas d'urgence, une intervention pourra être sollicitée à tout moment dans l'année.

Durant cette période, l'entrepreneur doit se conformer au planning prévisionnel d'intervention qui lui sera donné par le Conservatoire du littoral. Toute adaptation du planning d'exécution ne peut se faire qu'en accord avec le Conservatoire du littoral. **Pour des cas d'urgence, des interventions pourront ponctuellement avoir lieu en dehors de cette période.**

## ARTICLE 4 - COMPTE RENDU DES INTERVENTIONS ET VISITE DE CHANTIER

### 4.1 - Réunion préparatoire

La réunion préparatoire se tiendra sur convocation du Conservatoire du littoral et permettra de :

- Préciser les modalités générales d'exécution sur le ou les site(s),
- Indiquer les moyens mis en œuvre (mécaniques et humains) par l'entreprise,
- Programmer les différentes exécutions,
- Donner le calendrier d'exécution,
- D'organiser les échanges entre l'entreprise et le(s) gestionnaire(s) du site

### 4.2 - Réunion de chantier

La programmation des réunions de chantier sera déterminée par le Conservatoire du littoral, en fonction de l'importance et la situation des interventions. L'entrepreneur sera tenu de s'y rendre ou de se faire représenter par une personne responsable de l'entreprise.

### 4.3 - Avancement des interventions

L'entreprise informera le Conservatoire du littoral et le(s) gestionnaire(s) du site du début et de la fin des prestations.

En cas d'interruption des interventions, celles-ci devront être justifiées, dans le cas où elles obligeraient un report de la date de fin d'exécution des prestations.

### 4.4 - Représentant de l'entreprise

Pendant toute la durée des interventions sur le terrain, l'entrepreneur devra affecter à la direction des prestations, une personne responsable et compétente. L'entreprise est tenue de fournir un numéro de téléphone des responsables de chantier, dès notification du marché.

L'entreprise devra posséder un moyen permettant de joindre rapidement les responsables de chantier.

## ARTICLE 5 - CONDITION D'EXECUTION DU CHANTIER

### 5.1 - Etat des lieux

Avant exécution des prestations, un état des lieux pourra être fait contradictoirement par le Conservatoire du littoral et l'entrepreneur afin d'indiquer les défauts existants avant la prise en charge du site par l'entreprise.

Dans tous les cas estimés litigieux par l'entreprise, un état des lieux devra être demandé préalablement, avant le début des prestations par celle-ci.

### 5.2 - Signalisation et police du chantier

Les sites du Conservatoire du littoral sont ouverts aux publics.

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant l'exécution des prestations et pour la bonne organisation de ses chantiers, dans le respect du code du travail et du code de la route.

L'entreprise qui réalise le chantier doit disposer de son propre matériel de signalisation. Le matériel fourni par l'entrepreneur restera sa propriété, il en assure seul la responsabilité et les risques de perte ou de dégradation éventuelle.

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires, préalablement et pendant les prestations, pour mettre en place une signalisation temporaire conforme aux règlements en vigueur. Elle assurera les démarches pour l'obtention d'arrêtés de fermetures de voiries si nécessaire (communale ou départementale).

Les dispositions concernent notamment :

- Fourniture et mise en place et repliement des panneaux, cônes, feux tricolores...,
- Les panneaux d'information mobiles seront placés aux extrémités du chantier et déplacés au rythme de l'avancement des prestations,
- Le positionnement et la prise en charge de tout personnel nécessaire à la régulation de la circulation au droit du chantier,
- Les demandes d'affichage des autorisations de voirie qui s'avèreraient nécessaires à la bonne organisation des chantiers,
- L'information des usagers concernant les demandes de déplacement de véhicules,
- La présence obligatoire d'un homme de pied sera requise pour contrôler l'accès des personnes dans la zone de prestations,
- Les agents intervenant à pieds aux abords ou sur le domaine routier doivent être visibles, tant par les usagers que par les conducteurs circulant sur le chantier,
- Les véhicules et engins intervenant sur le chantier doivent être équipés de panneaux tri flash, de gyrophare et de bandes de signalisation rouge et blanche.

### 5.3 – Consignation de réseau électrique

Certaines interventions peuvent nécessiter une consignation de ligne électrique avant intervention. La prise de contact avec le gestionnaire de réseau pour la programmation de chantier sera à la charge du prestataire. Cette prestation figure dans le BPU.

## **ARTICLE 6 - PROPRETE ET NETTOYAGE DU CHANTIER**

L'entrepreneur assure le nettoyage quotidien nécessaire des salissures, terres et débris apportés sur la voirie publique et la remise en état des terrains à la fin des prestations.

## **ARTICLE 7 - PREVENTION DES DOMMAGES**

### 7.1 - Préservation des réseaux

Si l'entrepreneur est amené à travailler à proximité des câbles aériens ou souterrains, il devra prendre contact avec les concessionnaires pouvant être concernés.

L'entrepreneur devra se conformer à la législation en vigueur en remplissant une Déclaration d'Intention de Commencement de Prestations et en la faisant parvenir au moins 10 jours au préalable avant le début d'intervention.

#### **7.2 - Préservation des propriétés riveraines**

Toutes les dispositions seront prises par l'entrepreneur pour éviter l'entrée dans les propriétés riveraines. En cas de nécessité absolue, l'accord écrit des propriétaires devra être obtenu au préalable par l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra exécuter les prestations de façon à ne pas engendrer des dommages sur les propriétés, sous peine de se voir imputer les frais occasionnés pour la réparation des dégâts.

#### **7.3 - Prise en charge des réparations**

En cas de dommages sur des biens, les frais de réparation seront pris en charge par l'entreprise dans les meilleurs délais.

### **ARTICLE 8 - SECURITE DES INTERVENANTS**

L'ensemble des personnes intervenant sur le site devra être muni d'équipements de protection individuelle et utiliser du matériel conforme aux normes européennes en vigueur (CE).

Les monteurs - élagueurs devront être notamment équipés :

- d'un harnais de sécurité
- d'une longe
- de mousqueton
- d'une corde de rappel
- d'un dispositif coulissant
- de vêtements anti-coupure
- de casque de protection
- de chaussures de sécurité
- de protections auditives
- de gants de travail

Les hommes de pieds devront être équipés notamment :

- de casque de sécurité
- de chaussures de sécurité
- de gants
- de protections auditives
- d'un gilet haute visibilité (classe 2)

L'entreprise est tenue de mettre à disposition les divers équipements de sécurité et devra faire respecter leur port et veiller au bon état du matériel de sécurité.

### **ARTICLE 9 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS DU MARCHE – PREPARATION DES INTERVENTIONS, PRESTATIONS D'ELAGAGE ET D'ABATTAGE**

#### **9.1 – PREPARATION DES INTERVENTIONS – Débroussaillage, Transport sur les lieux et Consignation**

##### **9.1.1 – Consignation de réseau électrique**

Certaines interventions peuvent nécessiter une consignation de ligne électrique avant intervention. La prise de contact avec le gestionnaire de réseau pour la programmation de chantier sera à la charge du prestataire. La prestation est sous la forme d'un forfait.

#### 9.1.2 – Débroussaillage préalable

Dans certains cas, un minimum de débroussaillage sera nécessaire afin d'accéder aux arbres.

Un débroussaillage préalable pourra être nécessaire pour accéder à certains sujets. Il s'agira d'un débroussaillage manuel (débroussailleuse). Les rémanents resteront sur place.

#### 9.1.3 – Transport sur les lieux

Pour valoriser l'installation du chantier et le transport sur les lieux notamment en cas d'intervention ponctuelle sur un site, un forfait de déplacement par intervention est prévu.

### 9.2 – **ELAGAGE** – Taille de sécurité

L'élague s'applique sur des sujets présentant des charpentières ou sous charpentières suspectes voire dangereuses pour les biens et les personnes (plus de 5 cm de diamètre). Elle consiste en l'ablation de branches.

✓ **Quatre modalités d'action sont possibles suivant l'emplacement de l'arbre et les contraintes alentours AVEC gestion des produits de coupe :**

9.2.1 Elagage par intervention manuelle depuis le sol

9.2.2 Elagage par intervention mécanique

9.2.3 Elagage par intervention d'un élagueur grimpeur

9.2.4 Elagage par utilisation d'une nacelle

9.2.5 Valeur de reprise par stère bois

Gestion des produits de coupe :

- Les tiges seront débitées jusqu'à un diamètre fin bout de 8 cm, en section de 1 mètre et mis en stères sur place. Un état récapitulatif des volumes débités et mis en stères sera fourni par l'entrepreneur au Conservatoire du littoral,
- Les stères débités seront soit laissés sur place à plus de 5 m des voiries, chemins, réseaux, limites riveraines, cours d'eau... soit évacués et valorisés par l'entreprise selon un prix moyen par stère à définir dans le marché.
- Les branchages dont le diamètre sera inférieur à 8 cm seront broyées finement et le broyat sera étalé uniquement aux pieds des arbres. En cas d'intervention en bord de prairie ou de chemin, le broyat ne devra pas empiéter sur la prairie/chemin et il ne devra pas rester de morceaux de bois importants,
- Les engins mécaniques utilisés seront de portage ou de tirage en pneus basse pression ou de tirage à chenille type marais si nécessaire.

✓ **Ces mêmes modalités d'action sont ouvertes, SANS gestion des produits de coupe :**

9.2.5 Elagage par intervention manuelle depuis le sol

9.2.6 Elagage par intervention mécanique

9.2.7 Elagage par intervention d'un élagueur grimpeur

9.2.8 Elagage par utilisation d'une nacelle

Les produits de coupe seront laissés à proximité de l'arbre, à une distance minimum de 5 mètres des voiries, chemins, réseaux, limites riveraines, cours d'eau existants...

### 9.3 – **ABATTAGE** – Coupe de sécurisation

En cas d'atteinte majeur ou de danger, certains sujets nécessitent un abattage.

Selon les cas, l'abattage pourra se faire :

- au pied (au ras du sol),
- en conservant une souche à 1 mètre de haut,
- en conservant un totem à une hauteur précisée par le maître d'ouvrage.

Certains sujets nécessiteront des abattages par démontage.

✓ **Pour l'abattage, quatre modalités d'action sont possibles suivant l'emplacement de l'arbre et les contraintes alentours, AVEC gestion des produits de coupe :**

9.3.1 Abattage par intervention manuelle depuis le sol

9.3.2 Abattage par intervention mécanique

9.3.3 Abattage par intervention d'un élagueur grimpeur (démontage depuis la cime)

9.3.4 Abattage par utilisation d'une nacelle pour les arbres de plus de 10 mètres

9.3.5 Valeur de reprise par stère bois

Gestion des produits de coupe :

- Les tiges seront débitées jusqu'à un diamètre fin bout de 8 cm, en section de 1 mètre et mis en stères sur place. Un état récapitulatif des volumes débités et mis en stères sera fourni par l'entrepreneur au Conservatoire du littoral,
- Les stères débités seront soit laissés sur place à plus de 5 m des voiries, chemins, réseaux, limites riveraines, cours d'eau... soit évacués et valorisés par l'entreprise selon un prix moyen par stère défini dans le marché.
- Les branchages dont le diamètre sera inférieur à 8 cm seront broyées finement et le broyat sera étalé uniquement aux pieds des arbres. En cas d'intervention en bord de prairie ou de chemin, le broyat ne devra pas empiéter sur la prairie/chemin et il ne devra pas rester de morceaux de bois importants,
- Les engins mécaniques utilisés seront de portage ou de tirage en pneus basse pression ou de tirage à chenille type marais si nécessaire.

✓ **Ces mêmes modalités d'action sont ouvertes, SANS gestion des produits de coupe :**

9.3.5 Abattage par intervention manuelle depuis le sol

9.3.6 Abattage par intervention mécanique

9.3.7 Abattage par intervention d'un élagueur grimpeur (démontage depuis la cime)

9.3.8 Abattage par utilisation d'une nacelle pour les arbres de plus de 10 mètres

Les produits de coupe seront laissés à proximité de l'arbre, à une distance minimum de 5 mètres des voiries, chemins, réseaux, limites riveraines, cours d'eau existants...

### 9.4 – **Intervention sur embâcle**

L'intervention sur des embâcles dans un cours d'eau nécessite un savoir-faire spécifique. L'entrepreneur est chargé de solliciter les autorisations nécessaires à l'intervention sur des embâcles en cours d'eau notamment auprès des Direction Départementale des Territoires. L'intervention consiste à bucheronner et exporter sur la berge un arbre ou un bouquet d'arbres

et son disque racinaire (lorsqu'il est présent dans le lit du cours d'eau ou qu'il surplombe le cours d'eau et risque d'être déchaussé lors d'une prochaine crue).

Selon la configuration il peut s'agir d'intervenir depuis la berge ou dans l'eau et nécessiter une extraction au tire-fort ou à l'aide d'un moyen mécanique si l'accès est possible aux engins.

Dans le cas d'un embâcle constitué (jusqu'à 20m<sup>3</sup> de bois), une pelle mécanique est nécessaire pour enlever les bois flottés accumulés. Un forfait par tranche de 20m<sup>3</sup> est prévu pour traiter des embâcles plus conséquentes.

Les produits de coupe ou enlevés du cours d'eau seront laissés à proximité de l'arbre, à une distance minimum de 5 mètres des voiries, chemins, réseaux, limites riveraines, cours d'eau existants...

9.4.1 Intervention sur embâcle non constitué (bucheronnage, portage manuel et treuillage manuel ou mécanique)

9.4.2 Intervention sur embâcle constitué jusqu'à 20m<sup>3</sup> de bois

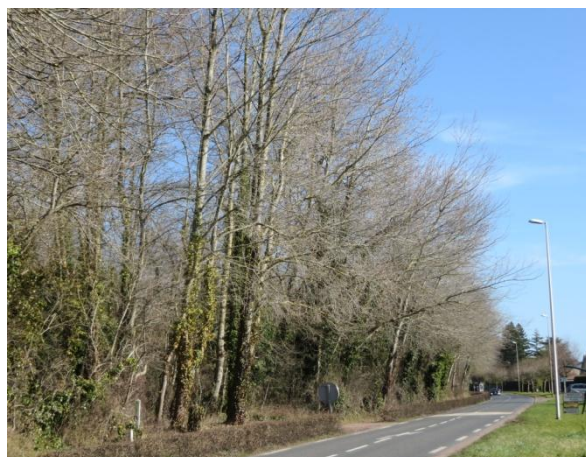
9.4.3 Plus-values par tranche de 20m<sup>3</sup> supplémentaires

## **9.5 – Intervention d'urgence**

Dans des cas spécifiques (aléas naturels, exposition d'un bien ou risque pour les personnes,...), l'entreprise devra répondre à la demande d'intervention du maître d'ouvrage dans un délai maximum de 48 heures.

La demande, réalisée par écrit (mail), a valeur de commande. Elle sera ensuite régularisée par un bon de commande.

## Exemples d'illustrations



*Exemple de situations d'arbres dont une taille de mise en sécurité ou d'abatage est requise*



Embâcle non constitué

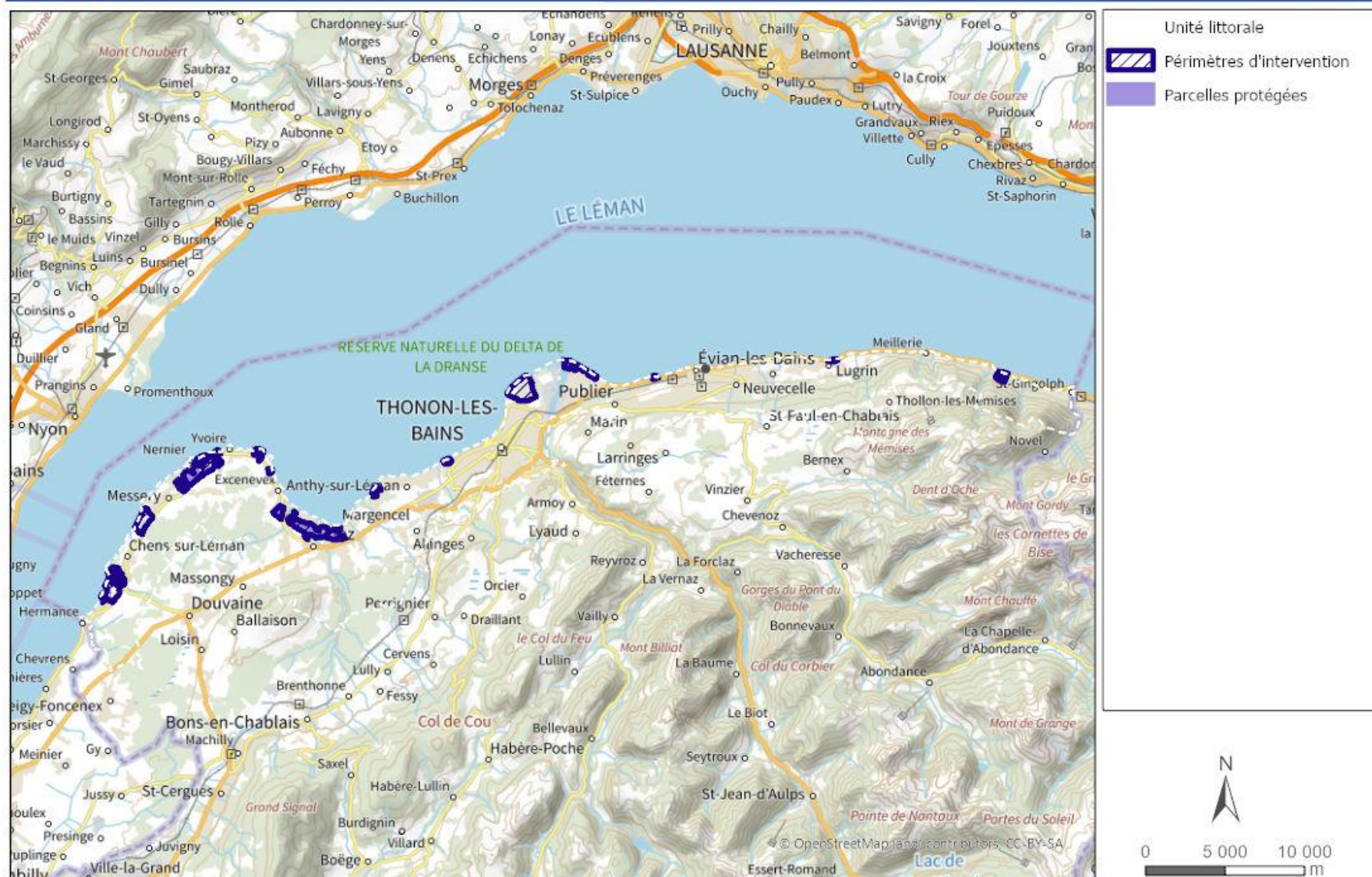


Embâcle constitué < 20m3

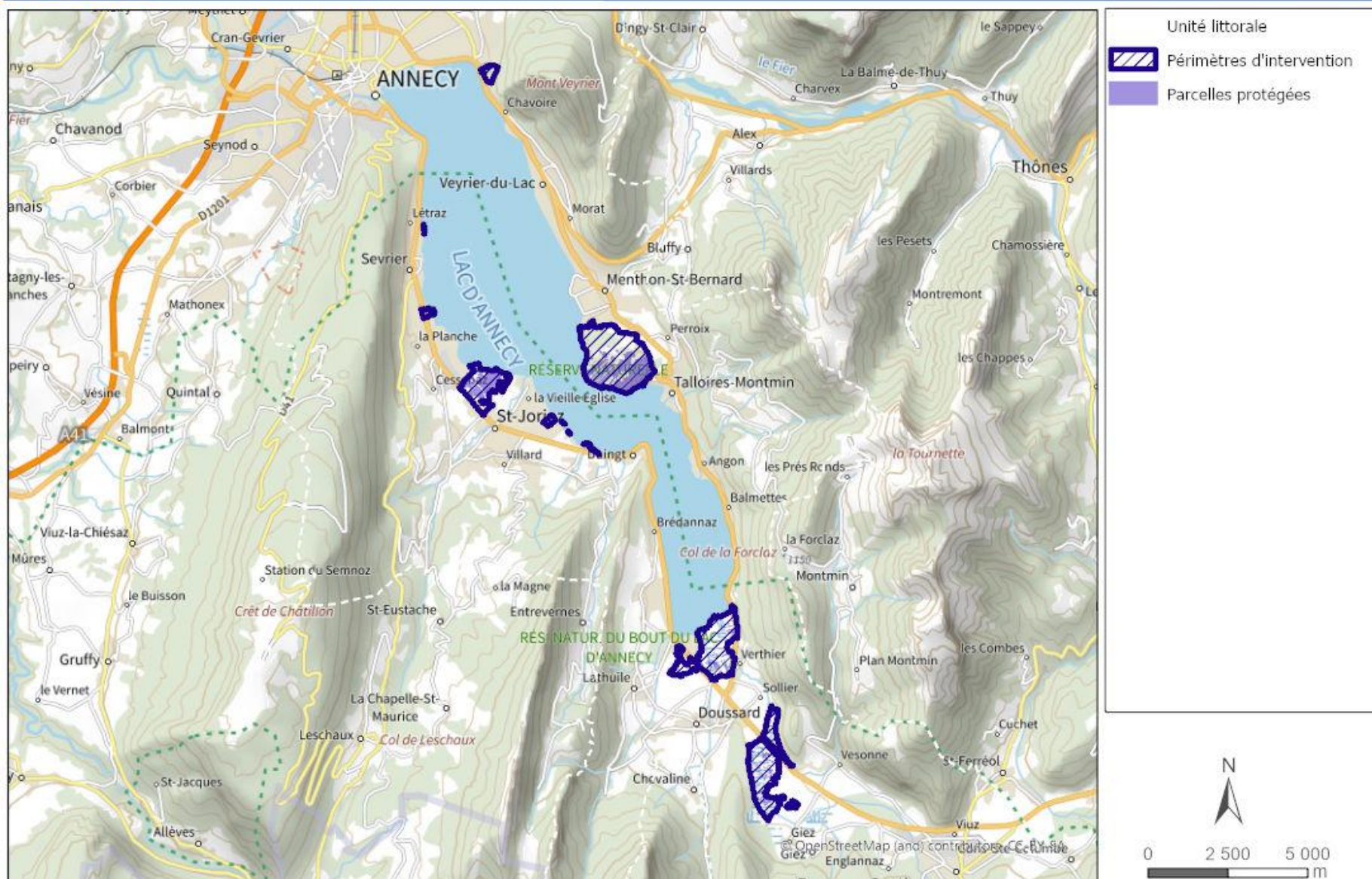


Embâcle constitué > 20m3

## Annexe 3 – Localisation des sites d'intervention (Lac Léman)



## Annexe 2 – Localisation des sites d'intervention (Lac d'Annecy)





Conservatoire du  
**littoral**

This topographic map shows the Lac du Bourget region in France. The lake is centrally located, with numerous towns and villages surrounding it. The 'RES. NATUR. DES MARAIS DE LAVOURS' area is highlighted in green in the upper left. Other notable features include the 'Dent du Chat' and 'Dent d'Audoubert' mountains, and the 'Aix-Les-Bains' area to the east. The map includes a scale bar and a north arrow.

- Unité littorale
-  Périmètres d'intervention
-  Parcelles protégées

